

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

VBG : Antô Winners édifie sur les nouvelles réformes juridiques

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

"LUTTE contre les violences faites aux femmes : réformes juridiques, égalité des genres & Santé". C'est le thème de la conférence qui a réuni plusieurs femmes le week-end écoulé à la Chambre de commerces de Libreville.

L'initiative, portée par la plateforme "Antô Winners", a examiné l'épineuse question des violences faites aux femmes dans le cadre de la campagne des 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre (VBG). Ce rendez-vous de la plateforme a été l'occasion de vulgariser les nouvelles réformes juridiques au Gabon en faveur de l'égalité des genres. Notamment la Loi N° 006/2021 du 06/09/2021 portant élimination des violences faites aux femmes, la Loi N° 004/2021 du 15/09/2021 portant modification de certaines dispositions du Code civil et la Loi N° 005/2021 du 06/09/2021 portant modification de certaines dispositions du Code pénal, ainsi que la nécessité du bien-être des



Photo: DR
Une vue des membres de l'Association Antô Winners qui luttent contre les violences faites aux femmes.

femmes.

Honorine Nzet Biteghe et Pierre Lauretta Ngoma, toutes deux juristes, se sont chargées de présenter ce volet et y apporter des éclaircissements à l'assistance essentiellement féminine. "Les lois sont là, ce sont les femmes qui doivent s'en approprier. Elles doivent savoir qu'elle sont à leur avantage, contrairement à ce qui se dit sur les réseaux sociaux", a insisté Mme Nzet Biteghe.

Dr Marcia Angue Epse Pemanogoye a, de son côté, mis l'accent sur l'intérêt du bien-être et les conséquences psychologiques sur les femmes victimes de sévices.

Education : cinq nouveaux établissements réceptionnés

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

DANS le cadre du Projet d'appui au programme d'investissement dans le secteur de l'Education (Pise), le ministre de l'Education nationale, Patrick Mouguiama-Daouda, a reçu hier au collège d'enseignement secondaire (CES) du Cap Esterias, les clés des cinq établissements livrés dans le cadre du lot 2. En présence du secrétaire général, Théodore Koumba et du maire de la commune d'Akanda, Yvon Patrick Rombogouera.

Financés grâce à la coopération avec l'Agence française de développement (AFD), ces établissements viennent régler un tant soit peu la problématique des effectifs pléthoriques. "La construction de ces établissements obéit à une rationalité car, celle-ci a démarré au sud et s'est poursuivie au nord. Le besoin de



Photo: H.N.M
Le ministre et les officiels lors de la cérémonie de réception des clés, hier à Akanda.

construction des établissements est réel et cela va se poursuivre. Cela rentre dans la logique de proximité et entend soulager les parents qui habitent dans les zones reculées", a expliqué le ministre Patrick Mouguiama-Daouda.

Le membre du gouvernement a indiqué que l'entretien des espaces verts, des sanitaires et du gardiennage au sein des établissements serait à la charge de la mairie d'Akanda.

Le clin d'œil de

Lybek



Mesures gouvernementales : la Cosyga appelle au respect des libertés des travailleurs

Prissilia M MOUITY
Libreville/Gabon

LES membres et les syndicats affiliés à la Confédération syndicale gabonaise (Cosyga) ont, au cours d'un point-presse tenu lundi à leur siège de Libreville, fustigé entre autres les mesures gouvernementales mettant fin à la gratuité des tests PCR.

Cette décision obligerait, selon eux, les populations, les travailleurs en particulier, à choisir entre la peste et le choléra. Autrement dit entre le vaccin et des tests fixés à 20 000 francs CFA, sachant que les Gabonais peinent actuellement à joindre les deux bouts. Sans totalement rejeter les stratégies de riposte mises en place par le gouvernement, Philippe Djoula, secrétaire général de la Cosyga, a invité les plus hautes autorités à "adapter les



Photo: Prissilia Moussevou Mouity
Le SG de la Cosyga, Philippe Djoula, lors du point-presse, lundi.

solutions de sortie de cette crise sanitaire en respectant non seulement les libertés fondamentales des populations mais également à tenir compte de leurs conditions sociales et économiques". Parallèlement, le leader syndical s'est indigné de la cherté du coût de la vie, de la précarité des travailleurs, de la crise dans le

secteur de l'Éducation, de la stagnation du Smig dans les secteurs privé et parapublic, des licenciements tous azimuts. En conclusion, les syndicalistes affiliés à la Cosyga invitent le gouvernement à tenir compte des préoccupations des Gabonais dans les mesures actuellement prises.